



DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Ville de Vincennes

DOSSIER : N° PD 094 080 23 00004

Déposé le : **30/06/2023**

Dépôt affiché le : **30/06/2023**

Demandeur : **EPFIF**

Représenté par : **M. Gilles BOUVELOT**

Demeurant : **4-14 rue Ferrus 75014**

Nature des travaux : **Démolition totale**

Sur un terrain sis à : **3 avenue de Paris à
Vincennes (94300)**

Référence cadastrale : **X 193**

ARRÊTÉ

accordant un permis de démolir
au nom de la commune de Vincennes

Le Maire de la Commune de Vincennes

VU la demande de permis de démolir présentée le 30 juin 2023 par l'EPFIF, représenté par Monsieur BOUVELOT Gilles,

VU l'objet de la demande

- pour la démolition totale du bâtiment existant comprenant 12 logements ;
- sur un terrain situé 3 avenue de Paris.

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 30 mai 2007, modifié les 30 septembre 2009, 29 septembre 2010, 29 juin 2011, 18 décembre 2013, 29 mars 2016, 30 janvier 2017, le 1er octobre 2019 et le 5 juillet 2022,

VU le règlement sanitaire départementale approuvé par arrêté préfectoral le 26 février 1985,

VU l'arrêté Préfectoral n° 2023/01612 du 3 mai 2023 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement du secteur du 3,30 à 34 avenue de Paris et 1 rue de Montreuil sur le territoire de la commune de Vincennes et emportant mis en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Vincennes

VU l'avis de la Direction de l'Espace Public et du Cadre de Vie (DEPCV), en date du 12 juillet 2023.

VU l'avis de la Direction de la Voirie et des Mobilités du Département du Val de Marne, en date du 2 août 2023.

VU l'avis favorable de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-de-Marne en date du 3 août 2023.

ARRÊTE

ARTICLE I

Le présent Permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article II.

ARTICLE II

Le pétitionnaire devra conformément au Règlement Sanitaire Départemental précité :

- **Faire procéder à la dératisation préalablement à toute exécution, combler tous les vides (caves, cuves, etc).**
- **Prendre toute mesure de sécurité lors de l'abandon des différents réseaux, ainsi que les mesures de protection nécessaires contre la production et la dispersion des poussières.**

Compte tenu de l'engagement de Vincennes en matière de développement durable et dans le cadre des actions, visées au titre de l'agenda 21 :

- **Prendre les dispositions nécessaires au tri et recyclage des déchets de chantier.**

Le pétitionnaire se conformera à l'avis de la Direction de la Voirie et des Mobilités du Département du Val de Marne :

- **La dépose éventuelle du mobilier urbain tel que les candélabres, pendant la phase travaux, sera à la charge du pétitionnaire**
- **Pendant la phase de démolition, toutes les dispositions devront être prises pour la protection et la préservation des arbres situés en amont du chantier. Avant tout commencement de travaux, il sera impératif de prendre contact auprès des services de la Direction des Espaces Verts et Paysages du Département du Val de Marne, en l'occurrence Monsieur Gilles PERRIN (01 43 99 83 39)**



06 SEP. 2023

Vincennes, le
Charlotte LIBERT-ALBANEL,

Maire de Vincennes
Conseillère Régionale d'Ile-de-France.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.